

La Lettre des Élus Communistes du Conseil Régional de Basse-Normandie



LA DROITE MENE UNE POLITIQUE DANGEREUSE POUR NOTRE PAYS

Marie-Jeanne GOBERT, dans le discours de politique générale, a rappelé le triste quotidien des Bas-Normands : faible niveau des salaires et des retraites, baisse du pouvoir d'achat, endettement des ménages, précarité grandissante, emplois industriels fragilisés notamment dans l'automobile, ... Dans le même temps, l'actualité nous révèle que pour le seul premier trimestre, les sociétés du CAC 40 ont engrangé 50 milliards de profits, soit plus 23% ! Une vendange exceptionnelle réalisée sur le dos des salariés, et notamment de notre Région.

Malheureusement, cette envolée des bénéfices ne profite pas à l'investissement. Ces bénéfices servent à acheter des actions pour faire grimper les cours ; ils s'évanouissent dans le versement de dividendes énormes, ils se stérilisent dans la croissance externe—notamment le rachat d'autres entreprises—qui supprime des emplois.

Dans le même temps, la droite et des élus UMP de cette Assemblée ont voté la privatisation de GDF. C'est un choix dangereux pour la France et l'Europe ; un choix contre le pouvoir d'achat des ménages et des usagers, un choix contre la sécurité, contre le développement durable et l'environnement.

Le travail de concertation, fait avec l'ensemble de la population et les acteurs concernés lors de l'élaboration du SRADT, montre à quel point la Région a besoin d'investissements massifs.

La Basse-Normandie a besoin que les masses financières, accumulées sur le territoire, soient réinvesties dans notre économie. Les salariés et les retraités ont besoin de revenus plus forts. Les jeunes doivent être respectés. Ils ont le droit à un avenir digne. Ils ont le droit à une formation et une éducation de qualité quelle que soit leur origine sociale.

Le Groupe Communiste est persuadé que les Bas-Normands feront entendre ces exigences, et qu'ils sauront faire, le moment venu, les choix politiques qui permettront de réorienter l'économie vers la satisfaction des besoins des habitants de notre Région.

UN BUDGET AU SERVICE DES CITOYENS

Jean CHATELAIS a dénoncé les effets d'annonce incessants sur l'amélioration des chiffres du chômage qui sont constamment démentis par ce que vivent les citoyens au quotidien, à savoir la destruction d'emplois stables et la création en moindre nombre d'emplois précaires. L'emploi va mal dans notre Région, comme dans l'ensemble de notre pays. Il n'est pas besoin de se cacher derrière les soi disant effets d'une mondialisation, c'est **l'exigence prioritaire de profit financier immédiat** qui prévaut sur une politique de développement d'emplois durables et bien rémunérés pourtant si indispensables à nos habitants.

Notre préoccupation en tant qu'élus n'est pas de satisfaire la bourse mais nos citoyens bas-normand et en priorité toutes celles et tous ceux qui sont privés d'emplois.

L'équilibre financier du budget se fera autour de 540 millions d'euros en 2007. Nous approuverons l'éventualité d'une augmentation de la pression fiscale si elle reste modique, ainsi que la limitation de l'emprunt à une somme sans doute inférieure à

LA DROITE CONTRAINT LA REGION A MAJORER UNE TAXE

Dans sa contribution, **Jean-Claude FORAFO** fait part des réflexions des communistes sur la TIPP : lors de notre dernière séance, notre groupe a rappelé combien cette taxe sur les produits pétroliers était à contre courant de ce que notre Région vient de mettre en place en matière d'environnement et d'économie d'énergie.

Permettez moi d'exprimer notre sentiment sur l'aspect financier de cette taxe : ce sont près de 15 millions de recettes fiscales qui disparaissent du fait de la droite (bouclier fiscal et AREVA) et le gouvernement nous permet de les compenser par modulation de la taxe sur les produits pétroliers qui va frapper injustement toute la population et notamment les plus démunis. (Je rappelle qu'elle ne touchera pas les transporteurs routiers).

Cette politique imposée par la droite nous conduit en matière de financement local droit dans le mur.

Nous ne cessons de le dire, de l'argent, il y en a ailleurs que dans la poche de nos concitoyens les plus pauvres et chacun ici sait que la Basse-Normandie est championne en ce qui concerne les bas salaires et les faibles retraites

Comme vous le savez, les communistes proposent la taxation des revenus financiers à 0,5 % qui dégagerait 25 milliards d'euros pour les collectivités locales et permettrait de répondre aux défis de financement qui se présentent à notre Région et à toutes nos collectivités locales.

COMPOSITION DU GROUPE

Jean CHATELAIS

Président du Groupe,
Membre des Commissions
« Finances, Plan, Affaires
générales » et
« Environnement, Ruralité
et Agriculture durable »

Marie-Jeanne GOBERT

Vice-Présidente en charge
de la Jeunesse et des
Sports, Membre des Com-
missions « Jeunesse, Cultu-
re, Sports et loisirs, Rela-
tions internationales, Coo-
pération décentralisée et
Droits de l'homme » et
« Formation tout au long
de la vie »

Pierre MOURARET

Président de la Commis-
sion « Aménagement du
territoire, Transports et
Communications » et
Membre de la Commission
« Emploi et Reconversion
industrielle »

Jean-Claude FORAFO

Membre des Commissions
« Développement écono-
mique, Commerce, Artisan-
nat, Politique maritime et
Tourisme » et
« Solidarités, Politique de
la Ville, Logement, Santé et
Handicap »

CONTACT

Pascale ELIE
Assistante du Groupe
Conseil Régional de Basse-
Normandie
100, rue Basse
14000 CAEN

Tel/Fax : 02 31 95 61 54
Portable : 06 21 50 97 30
Mail : grou-
pe.pcf@wanadoo.fr

Si vous désirez recevoir
l'intégralité des interven-
tions, n'hésitez pas à nous
contacter

Présentation des volets transports terrestres, territorial et technologies de l'information (TIC) par Pierre MOURARET

Ces trois volets sont importants pour l'avenir de notre territoire, afin de favoriser l'ouverture européenne et de répondre au défi du développement durable.

En matière ferroviaire, le Groupe Communiste insiste sur l'aspect totalement insuffisant des 35 millions d'euros envisagés par le gouvernement. Pour le nécessaire désenclavement de la Basse-Normandie, il est impératif que l'Etat s'engage de façon conséquente sur des gros dossiers, comme le grand projet de liaison rapide Normandie—Vallée de Seine, la ligne Caen-Rennes ou l'axe Caen-Rouen-Alençon-Le Mans, pour ne citer qu'eux.

L'amélioration des services en terme d'intermodalité, de billettique ou d'information a été chiffrée à 40 millions d'euros pour la Région, c'est pourquoi nous souhaiterions que cela fasse partie des priorités du CPER.

En matière routière, l'Etat s'est totalement désengagé en refusant d'intégrer ce point au périmètre du CPER. Or, en matière d'aménagement du territoire, on ne peut négocier un projet sans savoir ce qui va se passer pour l'autre.

L'effort de désenclavement de la Basse-Normandie réalisé en 2000-2006 doit être absolument poursuivi à haut niveau. Les 5 priorités de la Région que sont l'A88 Caen-Sées, la mise en 2x2 voies de la RN174, la mise en voie expresse de la RN12, l'aménagement des liaisons vers le Mont-Saint-Michel et la Bretagne et le contournement de l'agglomération caennaise sont évaluées à 390 millions d'euros.

Concernant le **volet territorial**, nous avons fait dans le cadre du SRADT une analyse des défis et des enjeux qui nous sont posés : le départ massif des jeunes, le vieillissement, la question de l'ouverture de notre Région et le développement durable. Sur la période 2007-2013, nous proposerons une nouvelle génération de contrats territoriaux aux pays, agglomérations et parcs naturels régionaux qui structurent notre territoire. Ces contrats porteront sur l'ingénierie territoriale, afin d'être en capacité de faire émerger de nouveaux projets, et sur l'accompagnement de ces projets.

Dans le domaine des **technologies de l'information**, il y a un certain nombre d'objectifs comme la couverture numérique totale du territoire, la formation et la maîtrise de l'outil numérique pour tous, la mise en place des Espaces Numériques de Travail, ...

Dans tous ces volets, il y a de nombreux projets intéressants, innovants, et qui doivent permettre à notre Région d'être à l'heure des grands rendez-vous de l'avenir. Cela doit passer par l'élaboration d'un Contrat de Projet à la hauteur des besoins et des ambitions de notre Région.

UN CONTRAT INACCEPTABLE

Jean CHATELAIS, Président du Groupe Communiste, est intervenu sur le CPER. Depuis son installation, la majorité régionale travaille à mettre en place des politiques qui répondent aux besoins de développement de la Basse-Normandie, travail qui se concrétise déjà au travers du SRDE, du PRDFP et bientôt du SRADT.

L'ensemble de ce travail a déjà été l'occasion pour le Groupe Communiste de pointer les immenses moyens financiers qu'il faudrait mettre en œuvre. Il aurait fallu que le CPER proposé par l'Etat soit à la hauteur des enjeux pour la Basse-Normandie, or c'est loin d'être le cas. **Moins 40% en masse financière, c'est inacceptable**, d'autant plus que le gouvernement nous demande au travers de ce plan d'accompagner par nos financements ses politiques extrêmement limitatives. C'est la politique de la **mise en concurrence entre les territoires qui est impulsée**.

Le Groupe Communiste approuve pleinement la plateforme régionale de négociation qui est proposée dans l'intérêt de notre Région, il considère qu'elle correspond aux besoins financiers nécessaires pour mettre en œuvre une politique cohérente pour le développement de notre Région. Cette négociation sur les engagements de l'Etat pour les années à venir fait pleinement partie des débats politiques qui vont s'ouvrir en 2007 et 2008. **Il faut rompre avec une conception de l'Etat qui veut mettre fin à une politique d'accompagnement des collectivités publiques dans les investissements**.

Le Groupe Communiste considère que la majorité ne doit pas céder sur les objectifs élaborés avec nos concitoyens. **Nous ne devons en aucun cas signer un contrat qui serait nettement insuffisant pour les Bas-Normands**.